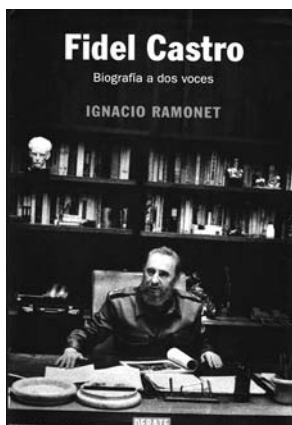


par ELIZABETH BURGOS*

Reconstitutions et mise en intrigue dans *Fidel Castro. Biographie à deux voix*



MALGRÉ SON GENRE JOURNALISTIQUE et les insuffisances formelles qui pourraient empêcher de la considérer comme une source historiographique au plein sens du terme, il ne fait pas de doute que *Fidel Castro, biographie à deux voix*^[1] fera partie de l'héritage documentaire du castrisme. Et pas tant par les versions inédites qu'il proposerait de certains événements ou par les révélations exceptionnelles qu'on y ferait, que par les matériaux de nature psychologique que l'interviewé laisse apparaître touchant sa vision du monde, sa manière d'exercer le pouvoir, sa capacité à instrumentaliser les crises quand elles éclatent ou quand elles se résolvent, ses omissions et ses silences ; sa capacité de dissimulation ou de feindre l'ingénuité quand il le croit indispensable. Autant de traits de caractère qui trouvent des illustrations tout au long de la série d'interviews formant un « testament politique », un « bilan de sa vie », selon les mots de l'interviewer, issu de cent heures d'enregistrements, commencées l'année 2003 et achevées en 2005.

* Elizabeth Burgos est chercheur à l'EHESS.

1. Ignacio RAMONET, *Debate*, Barcelone 2006, Traduction français en février 2007, éditions Fayard.

Dans la *Biographie à deux voix* – les « deux voix » tendent à exagérer le rôle du journaliste, qui se contente en fait de poser les questions – l'interviewé prend le parti de jouer un personnage, parfois ingénu, parfois victime du destin. En fait d'événements marqués par l'épaisseur de l'histoire, ce qui ressort est un personnage surpris par les circonstances, tel un Fabricio del Dongo à Waterloo. Comme le héros stendhalien de *La Chartreuse de Parme*, tout ce qui lui est arrivé est le fruit du hasard, des circonstances et des forces extérieures : jamais l'intervention de sa volonté n'apparaît comme un mobile ou n'est mise en cause.

La période embrassée par l'ouvrage et le moment choisi pour sa publication à Cuba coïncidant avec le cinquantième anniversaire du débarquement du Granma et le quatre-vingtième anniversaire du protagoniste de la biographie, situe l'œuvre dans la stratégie à laquelle Fidel Castro n'a jamais renoncé : s'atteler à la tâche de sculpter sa propre image, stratégie dont l'opinion publique mondiale a reçu de multiples exemples ces derniers mois.

Ce n'est pas la première fois que Fidel Castro se livre à l'exercice de l'interview : il l'avait fait en diverses occasions déjà. Les plus emblématiques, publiées sous forme de livre, sont celles du moine brésilien Betto, *Fidel et la religion*, et celle de Gianni Mina, *Une rencontre avec Fidel*. Le fait d'avoir été publiées à Cuba par le Bureau des publications du Conseil d'État leur donne le caractère d'une version officielle.

Mais celle qui nous occupe maintenant est, et de loin, la plus longue et celle qui couvre le plus grand espace biographique. Elle comprend aussi une édition cubaine que Fidel Castro lui-même, d'après ses propres déclarations, a revue et corrigée durant les premières semaines de sa longue convalescence, quand il céda « provisoirement » le pouvoir à son frère Raul, le 31 juillet dernier.

Le projet de la *Biographie à deux voix* est de mettre en place la version officielle du rôle central de la figure de Castro à Cuba mais aussi dans les régions du monde où son influence s'est exercée, principalement en Afrique. Ce n'est donc pas par hasard qu'on en ait offert comme cadeau officiel, un exemplaire en édition de luxe de la version corrigée par Fidel Castro lui-même aux représentants des pays non-alignés participant à la réunion tenue en septembre dernier à La Havane.

Une analyse comparative des deux versions, incluant une comparaison avec les sept heures d'enregistrement des entretiens sous-titrés en français, diffusées par la chaîne « Histoire » de la télévision française, sera une tâche indispensable que devront entreprendre les historiens français. Il s'agit après tout d'une œuvre qui soumet l'histoire de Cuba à une relecture ayant pour objet d'alimenter le corpus mythique du castrisme.

Il convient de signaler que dans la version filmée, Fidel Castro tutoie Ignacio Ramonet et que dans l'édition imprimée le vouvoiement se substitue au tutoiement.

L'oeuvre se compose de vingt-six chapitres, la toile de fond étant la vie de Fidel Castro en symbiose avec l'histoire de Cuba. Cette histoire donne la principale clef de compréhension de l'ensemble.

Comme il n'est pas imaginable que, s'agissant du « Commandant en chef » et d'une opération médiatique d'ampleur internationale, on laisse libre cours à la spontanéité, il faut supposer que le contenu des questions a été soumis à un scénario établi minutieusement et passé par les filtres adéquats de l'entourage de Castro et par Castro lui-même.

La première question du journaliste, au lieu d'introduire, comme on pouvait s'y attendre, le personnage et sa vie, se réfère à l'histoire de Cuba. Mentionnant le cent-cinquantième anniversaire de la naissance de Marti, il poursuit avec le cinquantième anniversaire de l'attaque de Moncada et demande, de manière apparemment innocente, si l'on peut considérer cette dernière comme la date du commencement de la Révolution. L'interviewé corrige: bien sûr que non! La Révolution, sans aucun doute, commence avec la première guerre d'indépendance en 1868 et se prolonge jusqu'à aujourd'hui. Dit d'une autre façon: étant donné que Fidel Castro personnifie la Révolution cubaine, et que celle-ci commence avec la première guerre d'indépendance, alors l'origine de Cuba comme nation se confond avec la biographie de Fidel Castro. Les deux apparaissent ainsi former une entité unique.

Fidèle à la logique de la projection continentale de la Révolution, un détour par l'histoire de la guerre d'indépendance du Venezuela s'impose. Selon la vision du leader cubain, il découle que l'origine de cette guerre gît dans l'admiration que Bolivar vouait à Napoléon, dont il tira l'inspiration « de ses gloires, de sa grandeur, de ses batailles et de son rôle de libérateur parce que Napoléon était celui qui transmettait les idées de la Révolution française ». Voilà une version assurément plus proche de la vérité que la version officielle vénézuélienne affirmant que c'est le sentiment patriotique qui poussa Bolivar à réaliser son entreprise indépendantiste. Mais elle jure avec elle. La version castriste privilégie le rôle du héros romantique assoiffé de gloire et Castro y insiste: à l'opposé de Bolivar, jamais la gloire ne l'a intéressé. Cependant, en d'autres occasions, Fidel Castro manifeste son admiration pour Napoléon qui, « contrairement aux autres grands de l'Histoire, n'a pas hérité de ses titres et s'est fait lui-même ». Il est très probable que l'allusion à Napoléon est ainsi un clin d'œil au projet de susciter une édition française, motivée par la croyance erronée, en forte concordance avec une tendance existant sur tout le continent latino-américain, en un culte de la personnalité qu'on professerait en France à l'égard de Napoléon. Il ignore

visiblement qu'en France Napoléon ne jouit pas d'une sympathie particulière et est même moins populaire que de nombreuses figures mineures de l'histoire de France. Il est vrai qu'à un moment, faisant étalage de lucidité, comme s'il voulait prendre distance avec son propre rôle, Castro souligne le fait que Napoléon s'est converti en une marque de Cognac!

Mais la volonté de forger une version de l'histoire qui s'adapte à une vision pré-établie apparaît nettement quand Fidel Castro raconte, comme s'il s'agissait d'un geste anodin, le chapitre obscur de la trajectoire politique de Simon Bolivar concernant la capture et la remise aux autorités espagnoles du «Précurseur de l'indépendance», le général Francisco de Miranda, son compagnon de lutte: «Après la défaite, dit-il, Miranda, s'entendit avec les Espagnols, ce qui fut perçu comme un acte de trahison par Bolivar et ceux qui le suivaient». L'allusion à ce chapitre de l'histoire de Bolivar sur lequel on garde le silence – car il contredit la perfection exigée par l'idéalisation du héros – n'est pas gratuite. De manière subliminale, le message qu'elle inclut est de faire savoir que même Bolivar s'est engagé dans des luttes fratricides, d'assurer que la remise de Miranda à l'ennemi commun ne constituait pas un acte encore plus discutable que le fait, pour Miranda, d'avoir pactisé quand il considéra la partie perdue. Envoyé à Cadix en détention, Miranda meurt dans les culs de basse-fosse de la Carraca. Mais Fidel Castro disculpe Bolivar, attribuant à Miranda lui-même la responsabilité de son sort: à son admiration pour la France, à son goût pour le confort qui le poussa à dormir à terre au lieu de le faire sur le bateau anglais avec lequel il pensait lever l'ancre le lendemain matin, ce qui rendit possible sa capture.

Cette propension à attribuer aux contingences et à des détails minimes le dénouement de faits tragiques et irréversibles qui l'exemptent de toute responsabilité est un des traits les plus constants de la psychologie de Fidel Castro et il est très manifeste dans cette œuvre. Il s'agit d'une stratégie discursive qui atteint chez lui la qualité d'une structure psychique. Le détail, la contingence s'imposent à l'éthique. Et ils justifient aussi bien une défaite, qu'une exécution ou une manœuvre diplomatique. Élever le détail contingent au niveau d'élément décisif, que ce soit en diplomatie ou dans la gestion de l'État ou d'une crise, révèle sa préférence pour l'application de techniques de guerre de guérilla comme modèles d'action. À tout cela, on doit ajouter sa sagacité politique et sa capacité de duplicité, la nécessité narcissique chez lui de séduire son interlocuteur, ainsi que son inclination démesurée à l'exercice du contrôle absolu du pouvoir. Sa capacité à ne pas distinguer entre ce qui est moralement permis ou non, par exemple fusiller trois jeunes gens qui tentèrent de s'emparer d'un bateau pour s'enfuir en Floride en 2003: il «fallut» les fusiller non parce que le délit révélait une gravité telle qu'ils méritaient la peine capitale, mais «[...] parce que dans certaines

circonstances déterminées, une peine drastique de cette nature a vraiment un effet et peut avoir un effet durable». C'est ce qui fait dire à un de ses biographes les plus incisifs, Brian Latell, que cette capacité à justifier l'assassinat comme moyen pour parvenir à une fin, range son cas dans la catégorie des personnalités souffrant de sociopathie.

C'est pour cela que la stratégie discursive constitue le trait le plus intéressant de cette *Biographie à deux voix*. Elle illustre de manière transparente l'usage de cette très particulière dialectique qui consiste à se servir du détail pour avancer minutieusement en égrenant les méandres d'un récit, en minorant certaines situations dans le but non d'expliquer mais de convaincre son interlocuteur de la version qu'il a forgée d'avance et qui lui permet d'expliquer un fait tout en accusant celui qu'il a sélectionné pour jouer ce rôle, et disculper sa propre personne, au cas où elle serait incriminée.

Les exemples de cette façon de procéder sont très nombreux tout au long de l'entretien. Et très nombreuses les différentes versions de l'attaque de la caserne Moncada, qui fut, très clairement, une monumentale erreur militaire. Mais selon sa version, le récit paraît nimbé d'une aura épique. Castro procède à la manière d'un réalisateur de cinéma au moment du montage quand, s'en tenant à un scénario, il doit raconter une histoire crédible. Mais avec cette différence qu'ici il s'agit de faits réels qui peuvent signifier la mort de dizaines de personnes, l'application de la peine de mort, l'envoi par le fond d'un remorqueur, le fait d'accuser quelqu'un d'appartenir à la CIA, l'incitation au détournement d'avions partant des États-Unis pour ensuite négocier avec Washington à des conditions avantageuses, etc.

Cependant, dans le cas de l'histoire du Venezuela, il existe un point de divergence avec le président de ce pays. Fidel Castro considère José Antonio Paez comme «un patriote de la plaine qui entraîna derrière lui les gens de la plaine, les Indiens et les métis qui avaient lutté du côté espagnol sous le commandement de l'Asturien Tomas Boves». Et il reconnaît à Paez le mérite d'avoir déclenché «quelques-unes des premières guerres de classe dans cet hémisphère» en décrétant une réforme agraire qui favorisait les Indiens et les métis sur les terres des Créoles soulevés contre l'Espagne. Le Cubain a une vision de l'histoire vénézuélienne un peu plus rationnelle que celle de l'actuel président de la très bolivarienne République du Venezuela qui ne lésine pas en manifestations d'antipathie envers José Antonio Paez coupable de s'être affronté à Bolivar et d'avoir causé l'éclatement de la Grande Colombie.

Un trait dominant: son inclination pour la guerre. Son enfance se déroula pendant l'éclatement des guerres qui marquèrent l'époque, ce qui contribua à alimenter en lui un imaginaire de la guerre pour lequel il avait une certaine inclination et qui détermina sa manière d'agir dans toutes les circonstances de sa vie. Il voit tout sous le

signe de l'affrontement et de la tactique militaire. D'abord, ce fut la guerre de l'Italie en Éthiopie (l'Abyssinie d'alors) étant encore très enfant et au sujet de laquelle il devint expert, collectionnant les cartes qu'on trouvait dans des « paquets de biscuits » qui en racontaient les péripéties. Cet imaginaire l'a probablement accompagné, des années plus tard, quand il a envoyé des troupes cubaines collaborer avec l'armée soviétique lors de la guerre d'Éthiopie. Ces guerres africaines, qui culminèrent avec les accords de paix en 1988 au siège de l'Onu auxquels Cuba prit part - car « cette fois, les États-Unis ne purent empêcher que Cuba y participe comme en 1898 », dit-il, faisant allusion au fait que l'armée mambi avait été exclue de la conférence de Paris de 1898 quand fut signée par l'Espagne et les États-Unis la fin de la guerre et reconnue l'indépendance de Cuba.

Ces mots illustrent le mobile qui l'a toujours animé : prendre sa revanche sur les États-Unis pour l'humiliation subie en 1898.

Les déceptions de Cuba dans ses relations avec les empires ne se limitent pas aux États-Unis. Le *Commandante* cubain exprime la contrariété qu'il ressentit aussi dans sa relation avec les Soviétiques quand ceux-ci négocièrent avec Kennedy le retrait des missiles nucléaires de Cuba sans consulter La Havane. Plus tard, Poutine agit aussi de manière unilatérale quand il décida en 2001 de fermer le centre d'écoutes électroniques de Lourdes (un centre de contrôle et d'interception des communications électroniques, émises en particulier depuis les États-Unis).

Un album d'images marqua encore son enfance : celui qui racontait la vie de Napoléon, le grand guerrier, le personnage historique qu'il a tant admiré. Autre élément : l'habitude du maniement des armes, qu'il pratiqua depuis son enfance. Il fut ensuite concerné par la guerre civile espagnole qui, du fait que son père était espagnol, le touchait de très près. Plus tard, éclata la deuxième guerre mondiale : autant d'événements qui concoururent à ce que son enfance et son adolescence se passent immergées dans le registre guerrier. À ce registre se rattachent son avidité précoce pour la lecture et sa préférence pour les histoires des grands chefs de guerre. Tout fut propice à ce qu'il devienne un expert précoce de la guerre. En de multiples occasions il a démontré une grande connaissance de l'histoire militaire : « *Nous avons étudié toutes les guerres* », déclare-t-il, en employant, selon son habitude le « nous » de majesté.

Depuis 1947, quand l'aventure du Cayo Confites « abritait déjà l'idée de la lutte irrégulière » dans laquelle « il croyait par instinct, pour être né à la campagne, et parce qu'il connaissait les montagnes ». Alberto Bayo, quand il entraîna Castro et ses compagnons à la technique de la guerre de guérilla, « ne dépassait pas le niveau de savoir comment rompre un encerclement » : « il n'avait pas idée de l'existence d'une stratégie qui transformerait la guérilla en une armée qui pourrait en vaincre une autre »,

comme lui, Fidel, Castro, le percevait depuis le début. Et pour ne pas manquer d'évoquer une victoire militaire en sa faveur, il admet, peut-être pour la première fois publiquement, l'existence d'une guerre anticastriste de 1959 à 1966, une guerre « sale » qui « mit jusqu'à quinze mille hommes en armes » et qui en vint à se dérouler dans toutes les provinces du pays, jusqu'à La Havane. Fidel Castro la qualifie de « guerre sale » bien qu'il admette que les combattants utilisèrent, comme ceux de la Sierra Maestra, la guerre de guérillas. Soit dit en passant, en mettant à part le cas de la Colombie, cette guerre anticastriste fut l'unique guérilla véritablement paysanne durant les années 1960 sur l'ensemble du continent latino-américain.

Selon lui, « Cuba est l'unique pays qui ait gagné une guerre sale ». Et il admet que cette guerre lui a coûté plus de vies que la guerre contre Batista.

Sa familiarité avec la guerre et le fait d'avoir pratiqué toutes les techniques de cet art – la guérilla, la guerre régulière, la contre-insurrection, le terrorisme – ont fait de lui un expert. Cette expérience l'a amené à préférer la guerre asymétrique, qui est une synthèse de toutes celles-là. Il juge de manière méprisante ces « politiques qui donnent des ordres stupides parce qu'ils ne savent rien de la guerre, comme c'est le cas de Bush ou Aznar », ce dernier n'étant même pas « le rejeton de Franco ».

Il mentionne le coup d'État comme une technique dont il ne veut pas et cela tient sûrement à son rejet des armées régulières qui ne sont pas issues d'une confrontation révolutionnaire. Jamais il n'en parle, jamais il n'a concédé le moindre mérite aux armées régulières : c'est un des points sur lesquels, précisément, divergeait avec le castroïsme un des idéologues de Hugo Chavez, l'Argentin Norberto Ceresole qui considérait que Castro prétendait convertir les armées professionnelles en guérilleros.

En différentes occasions, Fidel Castro s'est référé à l'œuvre célèbre de Curzio Malaparte, *Technique du coup d'État*, la qualifiant de fantaisie et de roman mais, malgré son rejet, ses mots laissent transparaître qu'il n'y a pas été indifférent. Dans le discours qu'il prononça à Caracas, le 24 janvier 1959 à la chambre des députés, il raconta que les autorités pénitentiaires cubaines lui avaient interdit d'entrer en prison avec ce livre. Ensuite, dans l'œuvre dont on rend compte ici, il admet qu'il l'a lue en prison. Grâce à sa correspondance, nous savons que durant cette période il organisa un cycle de lectures méthodique où il prit connaissance de manière disciplinée et systématique, des œuvres politiques, militaires et littéraires, pour compléter sa formation politique et intellectuelle. Cependant, aucun texte ne s'approche plus de la façon dont Castro a procédé en politique, tant à Cuba qu'en Amérique latine, que les techniques analysées par Malaparte dans ce livre. Son attitude envers cette œuvre emblématique des techniques révolutionnaires, se rapproche du mécanisme de la dénégation, un

trait à coup sûr très fréquent dans sa manière d'agir: la dénégation de l'existence d'un fait qu'au fond on sait certain et qui, en fin de compte, parvient à s'imposer. Chez lui la dénégation correspond à la dissimulation de l'usage de la ruse, du subterfuge, de l'action de prendre par surprise pour arriver à ses fins. Admettre avoir été inspiré par les techniques exposées par Malaparte signifierait dévoiler sa stratégie d'application du coup d'État révolutionnaire, ce qui diminuerait l'aura du guérillero héroïque.

Et justement: la Bible ne serait-elle pas le plus grand livre sur la guerre? dit-il en manière d'explication – de justification? – de sa fascination pour la guerre. De Marti, il admire l'éthique chrétienne, présente dans « toute la pensée humaniste occidentale » et aussi le fait qu'il était partisan de la « guerre nécessaire ». Lui-même se sent chrétien du point de vue social, et il a donc essayé de faire comme le Christ: multiplier les pains et les poissons.

Parmi les chefs d'État avec lesquels il a eu à lutter dans sa longue carrière d'exercice du pouvoir, le seul envers lequel il n'exprimait aucune réticence, c'est le général Franco, car malgré l'« antifranquisme enragé des révolutionnaires cubains », Franco n'a « jamais cédé à la pression nord-américaine ». Il « agit avec une obstination galicienne. Il ne rompit pas ses relations avec Cuba. Son attitude fut très ferme ». Et il ajoute cela au fait que Franco était originaire d'El Ferrol d'où étaient partis aussi les participants à l'escadre de l'amiral Cervera, la flotte de la marine espagnole vaincue par les Marines américains pendant la guerre de 1898. Selon Fidel Castro, ces faits survinrent alors que Franco était enfant et il fut sûrement le témoin du retour des troupes vaincues. Et pour lui Franco doit avoir considéré la réalisation de la révolution cubaine devant les États-Unis comme une revanche: « En définitive, nous, les Cubains [...] avons assumé la douleur et l'honneur des Espagnols ». Cette même condescendance envers les chefs d'État étrangers, il l'exprime envers Carter, un homme peu « cultivé mais bon ». Et c'est lui, Castro, qui « décida d'arrêter cette affaire de Mariel (l'exode des Cubains vers la Floride qu'il avait lui-même suscité) pour « ne pas gêner » Carter en campagne pour sa réélection. « Nous avons résolu », reconnaît-il même la question des détournements d'avions depuis les États-Unis et Cuba décida de remettre les pirates de l'air aux autorités américaines. Ce qui ne l'excuse pas d'avoir considéré Carter en privé comme un « pauvre marchand de cacahuètes ». De son côté, Carter a manifesté envers le président cubain sa gratitude. Une gratitude que doit aussi Hugo Chavez à Carter pour l'avoir aidé à faire face aux circonstances difficiles des événements d'avril 2002. Fidel Castro raconte en détail comment il prit l'initiative dans le déroulement des événements qui se succèdent à cette époque à Caracas, conseillant à Chavez de ne pas s'immoler comme Allende, Allende qui se suicida certainement avec l'arme que lui avait offerte Fidel Castro en cas d'attaque: il fal-

lait «se rendre mais ni démissionner ni renoncer». D'un autre côté, il convoqua le corps diplomatique en poste à La Havane pour qu'il se transfère à Caracas en une opération commando pour sauver «le président légitime du Venezuela». L'opération devait être commandée par Perez Roque, son ministre des Relations extérieures.

Il est très possible que de nombreux diplomates auraient accepté l'aventure proposée par le Commandant en chef qui leur offrait une occasion de rompre avec l'ennui et la routine d'une ambassade où l'on suivait les événements de loin.

Une initiative aussi audacieuse ne fut pas nécessaire car il réussit à parler par téléphone de La Havane et à convaincre un officiel vénézuélien en usant de l'argument décisif – pour un militaire vénézuélien : le respect dû à Bolivar et à l'histoire du Venezuela, afin que Hugo Chavez revienne à nouveau au pouvoir.

Du président vénézuélien, il dit qu'il est le chef d'État contemporain qu'il admire le plus pour son «talent exceptionnel». Une version différente du chapitre XXIV de cette œuvre, qui fait partie de la version cubaine de la *Biographie à deux voix*, mise en ligne sur le site Internet du quotidien *Granma*, organe officiel du PC cubain, élimine une énorme quantité de détails autour de cet épisode obscur où Fidel Castro paraît assumer un rôle majeur dans les événements de Caracas, quand Hugo Chavez fut déposé et remis en selle.^[2] Selon cette version, des responsables vénézuéliens du haut commandement militaire, dont il révèle le nom, obéirent aux instructions que Fidel Castro leur donna par téléphone, pour résoudre la crise en faveur de Chavez.

Comme il le dit bien : «Nous avons toujours su nous adapter à l'époque», il fait sien aussi le discours ethniciste si à la mode aujourd'hui en Europe et aux États-Unis et manifeste de l'émotion pour les traits ethniques du président vénézuélien, et pour son «mélange où il y a un peu de tout», de l'Indien et de l'esclave amené d'Afrique. «Il se peut qu'il ait quelques gènes blancs, et ce n'est pas mauvais, la combinaison de ces ethnies est toujours bonne, elle enrichit l'humanité».

On ne peut nier le ton condescendant envers le métis vénézuélien qui rappelle celui des secteurs «progressistes» des élites oligarchiques du XIX^e siècle des plantations et de beaucoup de secteurs de la gauche européenne d'aujourd'hui. En quoi il respecte certains aspects controversés de sa biographie : l'assaut contre la caserne Moncada et le débarquement du Granma, indéniables échecs que lui ne considère pas comme tels puisqu'il les a dotés d'une exceptionnelle portée épique et symbolique.

Quant à la décision controversée de publier la lettre d'adieu de Che Guevara, geste

2. Version papier, distribuée par exemple aux participants à la réunion des non-alignés : *Cien horas con Fidel* (Cent heures avec Fidel), Bureau des publications du Conseil d'État, La Havane, 2006. Il est précisé qu'il s'agit d'une «deuxième édition révisée et enrichie avec de nouveaux faits».

qui enlevait définitivement à ce dernier la possibilité de réapparaître en public, il dit qu'il ne pouvait agir autrement étant donné la campagne de rumeurs que drainait la disparition de Guevara de la scène publique. Mais il ne fait pas allusion au fait qu'il aurait pu lui demander l'autorisation, ou du moins le prévenir de sa décision (dans son journal du Congo, le Che évoque ce fait comme une délégitimation devant les combattants cubains qui l'accompagnaient). Il s'étend sur son admiration pour le Che, pour sa vaillance mais laisse tomber en passant que lui, Castro, «avant de tomber prisonnier, se serait immolé».

Dans le milieu cubain, les seuls bénéficiaires de son estime sont les guerriers, en particulier ceux qui appartiennent à l'élite des guerriers historiques. De ce fait, il considère ne pas avoir été trahi puisque – en dehors du général Rafael del Pino qui, pour avoir été un bon combattant et accédé à la dignité de héros de Playa Giron, peut être catalogué comme tel – les déserteurs provenant du camp révolutionnaire comme Huber Matos ou Carlos Franqui n'existent pas, ne possédant pas un véritable pedigree de héros historiques. Urrutia? «Un type qui était un bon juge» et qu'il a proposé comme président au moment où allait être signé un accord avec le Mouvement du 26 juillet. Au fond, rien de transcendant.

En se référant au cas de l'exécution du général Arnaldo Ochoa, il donne une démonstration du jeu de la mémoire et des stratégies pour appliquer le mécanisme de «mise en intrigue» auquel Paul Ricoeur fait allusion, par lequel se tisse l'intrigue qui donne lieu à la mise en œuvre de la version d'un récit. L'adaptation du récit aux circonstances et la réécriture de l'histoire sont des traits communs chez Castro. Bien qu'il ait accusé Ochoa de trahison envers la patrie dans son discours de clôture du procès qui le condamna à être fusillé en 1989, et après lui avoir dénié tout mérite militaire durant la guerre en Angola et en Érythrée, et tout rôle décisif au Nicaragua, il dit aujourd'hui que l'affaire Ochoa n'est pas celle d'une trahison de la patrie: le crime pour lequel il fut condamné est la corruption. Il admet sa qualité d'homme courageux et ses mérites de combattant – ce qu'il niait catégoriquement dans son discours devant le tribunal militaire. Et comme s'il s'agissait d'un fait sans importance, il conclut ainsi sur ce sujet: «Ce qu'il y a eu, Ramonet, c'est une grosse exploitation d'un incident mineur». Ce petit incident conduisit à l'exécution pour corruption d'un «héros de la République de Cuba».

Le ton employé est celui d'un récit d'aventures, avec des manifestations d'innocence et démontre la maîtrise par Castro du récit oral. Il est toujours amène et il réussit à passer le message présent entre les lignes: l'Histoire l'absoudra car, «s'il a commis des erreurs, elles ont été d'ordre tactique, jamais d'ordre stratégique» et parmi elles «celle d'avoir cru que quelqu'un savait comment construire le socialisme», pensant

sûrement aux vieux communistes cubains avec qui il s'allia au début de la Révolution.

En abordant le sujet de sa disparition, il avance que ceux qui désirent le voir disparaître ne devraient pas se faire d'illusions, parce qu'en mourant, son influence peut croître, et il met en avant la figure du « Cid campeador qui après sa mort continuait de gagner des batailles ».

En ce qui concerne les défauts d'ordre formel, tout en admettant le fait que l'auteur n'a pas joui d'une liberté entière de formulation et de traitement des questions et moins encore des réponses, on peut déplorer un manque de connaissance ou de préparation qui se sent dans le manque d'aisance de la formulation de quelques questions et dans la tentative de relancer certains thèmes. Même l'interviewé en personne se voit obligé de rendre clairs certains aspects au journaliste, ce qui n'aurait pas été indispensable sans ce manque de préparation évoquée plus haut. Par exemple, comment un spécialiste peut-il ignorer l'importance du *Diario de la Marina* (le quotidien de la Marine) doyen de la presse cubaine fondé au XIX^e siècle et représentant du courant démocrate chrétien ? Ce même manque de connaissance empêche qu'à des moments déterminés, quand Castro lui-même avait l'intention de poursuivre et d'approfondir certains thèmes, l'interviewer n'a pas continué et est passé au sujet suivant.

À un moment donné, il va jusqu'à confondre la guerre d'indépendance à laquelle le père de Castro participa du côté espagnol, avec la guerre d'Espagne en 1936 : ce fait est beaucoup plus patent dans la version vidéo.

Mais là où apparaissent de manière transparente des erreurs graves d'ordre historique, c'est dans les notes explicatives correspondant aux différents chapitres. Je vais recourir à trois exemples qui illustrent ce fait. Le général vénézuélien Isaias Medina Angarita, président de 1941 à 1945, est qualifié par l'auteur de « dictateur » alors que, après la dictature de Juan Vicente Gomez (1908-1935) et la présidence du général Eleazar Lopez Contreras (1935-1941), ce fut Medina Angarita qui conduisit le pays de manière décisive vers la démocratie, au point que ce fut sous son mandat qu'on légalisa le Parti communiste. Autre exemple, cette fois relatif à Romulo Betancourt, et ceci est une erreur grave, vu que si ce que l'auteur affirme était arrivé, l'histoire du Venezuela aurait pris un tour absolument contraire : selon la note, Betancourt gouverna de 1959 à 1964 quand il fut « renversé » [sic]. La fin de la présidence de Romulo Betancourt constitue le moment le plus emblématique de la démocratie au Venezuela car ce fut précisément le moment où se réalisa une transmission de pouvoir selon les normes rigoureuses de la démocratie. Les seules craintes alors au Venezuela vinrent de la guérilla, précisément soutenue par La Havane. Si Betancourt avait été renversé en 1964, le régime prétorien qui dirige aujourd'hui le Venezuela n'aurait pas commencé en 1998 avec la présidence de Hugo Chavez mais depuis 1964. L'intervalle de

quarante ans (1958-1998) est connu comme les « quarante ans de démocratie » parce que, précisément, durant ce temps, les militaires se maintinrent éloignés du pouvoir.

Autre erreur, quand il affirme que la révolution de 1952 en Bolivie fut dirigée par le Mouvement nationaliste révolutionnaire et par la Centrale ouvrière bolivienne (COB). La COB n'a pu avoir participé à cet événement pour la simple raison que la COB fut précisément fondée après la révolution de 1952. L'organisation qui eut vraiment une participation décisive, ce fut la fédération syndicale des travailleurs des mines de Bolivie (FSTMB) dirigée par Juan Lechin.

Erreurs incompréhensibles, surtout quand elles proviennent de quelqu'un considéré de manière générale comme un spécialiste de l'Amérique latine et, en particulier de la question vénézuélienne.

La perception improvisée de l'histoire de l'Amérique latine a contribué à introduire des distorsions et des simplifications de processus qui présentent une complexité exigeant d'être analysés moyennant une contextualisation et une connaissance plus rigoureuses.

On peut déplorer qu'un projet d'une telle portée historique n'ait pas été réalisé avec la collaboration d'un historien professionnel – il en existe certainement de très compétents à Cuba – y compris parmi les inconditionnels du régime.

Elizabeth Burgos

(traduction Pierre Rigoulot)

Le rêve d'une nouvelle Internationale n'est pas mort

par CANDIDA VENTURA*

Pendant trois jours, les délégations de soixante-trois «Partis communistes et ouvriers du monde entier» se sont réunies à Lisbonne, du 10 au 12 novembre 2006, à l'invitation du PC portugais. Cette rencontre s'est tenue à huis clos.

Le thème de la rencontre? «Les dangers et les potentialités de la situation internationale, la stratégie de l'impérialisme et la question énergétique, la lutte de peuples et l'expérience de l'Amérique latine, les perspectives du socialisme».

La réunion faisait suite, comme le précisait *Avante*, l'hebdomadaire communiste portugais, à d'autres rencontres semblables qui se sont tenues depuis 1998, notamment à Athènes.

La presse n'a pas été conviée et a dû se contenter d'un communiqué, des informations données par *Avante* et de ce qui s'est dit lors d'un meeting – ouvert au public, lui – tenu dans la ville d'Almada au Sud du Tage.

Selon le communiqué, il s'est agi d'échanger des expériences et des informations sur la situation dans chaque pays et les luttes qui s'y développent, d'envisager des initiatives communes, d'affirmer la «solidarité internationaliste», notamment «avec les peuples qui, aujourd'hui, développent de courageux mouvements de lutte contre l'exploitation, l'oppression et la guerre impérialiste».

Plus précisément a été lancée l'idée d'une campagne «contre le militarisme et pour le retrait des troupes d'occupation d'Irak». Tous les partis présents se sont enga-

* Candida Ventura, politologue portugaise, a été membre du Comité central du Parti communiste portugais, avec lequel elle a rompu en 1975.

Auteur d'un livre de souvenirs, *O Socialismo que eu vivi* (Le socialisme que j'ai vécu), Éd. O. Journal, Lisbonne, 1984.

gés à lutter pour la dissolution de l'Otan et l'abolition des bases militaires à l'étranger. Les partis participants ont également condamné «la stratégie impérialiste au Moyen-Orient et appelé à des actions urgentes de solidarité avec le peuple palestinien, le Venezuela, la Bolivie et Cuba». En faveur du peuple cubain et de sa révolution, une semaine de solidarité dans le monde entier a été décidée. Les partis présents se sont engagés à combattre le révisionnisme historique et la banalisation du fascisme, perceptible notamment dans l'indifférence avec laquelle on aborde de grands événements comme du 11 Septembre 1973 (renversement d'Allende).

Les partis ont encore «pris l'engagement de profiter de leur participation aux événements internationaux pour y réaliser des rencontres et coordonner l'intervention des communistes». La coopération régionale et thématique des différents partis a été aussi considérée comme une des priorités. Ainsi, soulignant l'importance de «la lutte idéologique», les participants ont appelé à commémorer dignement le quatre-vingt-dixième anniversaire de la Révolution d'octobre, en 2007, par une initiative de dimension internationale dans la Fédération de Russie.

Persuadés que la lutte de classes s'aggrave à l'échelle internationale, tous ont enfin affirmé qu'il fallait «intensifier la lutte contre le néolibéralisme et le néocolonialisme comme la lutte contre le grand capital».

Disant s'opposer aussi aux attaques contre les droits, libertés et garanties fondamentales, les participants ont «exigé» le rétablissement dans ses droits de l'«Union de la jeunesse communiste de la République tchèque», récemment mise hors la loi.

Ils ont, pour conclure, «souligné l'actualité et l'urgence du socialisme, qui s'affirme chaque jour davantage comme une alternative au capitalisme et la condition même de la survie de l'humanité».

Après avoir approuvé un appel «contre le militarisme et la guerre, pour la liberté, la démocratie, la paix et le progrès social» ainsi qu'une motion de solidarité «avec Cuba et l'Amérique latine», il fut décidé qu'on se reverrait l'an prochain.

Au cours du meeting «ouvert» d'Almada, ont pris la parole le secrétaire général du PCP, Jeronimo de Sousa, et les représentants des Partis d'Afrique du Sud (Francis Malesela Maleka), de Cuba (Fernando Estonoz Barciela), de Grèce (Dimitris Kotsumbas) et de Russie (Guennadi Ziuganov).

Candida Ventura